L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAUNE & CIE.
No. 84, Rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN.....$13 }
Pr. Hors rue Bas Bienne, $16 } payable d'avance.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 1er. MARS 1841.

POUR GOUVERNEUR:

HENRY JOHNSON.

Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

RAPPORT DU COMITE DES AFFAIRES ETRANGERES.

Le rapport présenté à la Chambre des Représentans au Congrès, au nom du comité des affaires étrangères, relativement à l'incendie du steamer Caroline et à la demande d'extradition de McLeod, est trop important pour que nous ne le fassions pas connaître, au moins en substance, à nos lecteurs.

"Il paraît que le steamer *Caroline* fut saisi et détruit au mois de decembre 1837 : voici, d'après l'opinion du comité, le véritable exposé des faits. Le bateau appartenait à un citoyen de l'Etat de N. w York; il était expédié de Buffalo d'où il partit le 29 decembre 1837, pour se rendre à Schlosser sur le côté Américain du Niagara. On avait d'abord, à ce qu'il paraît, l'intention de faire la navigation entre Buffalo et Schlosser, et laisser un peut-être entre Black Rock et Schlosser et, dans le cas où on y aurait été encouragé, d'aller aussi à la Grande Ile et Tonawanda.

"L'armateur, M. Wells, respectable négociant de Buffalo, n'avait certainement, du moins tout porte à le croire, qu'un but de spéculation et ne cherchait qu'à tirer le meilleur parti possible de son bateau. L'agitation qui existait alors sur cette partie de la frontière y avait attiré beaucoup d'individus du voisinage et les uns croient mus par la curiosité et les autres par l'interet qu'ils pouvaient avoir aux courriers réunis à cette époque sur Navy *Island*. Et la navigation de la *Caroline* chercha à tirer parti de ces circonstances en employant son bateau comme un ferry pour traverser à Navy *Island*. Il n'est point prouvé que ce bateau fut porté de manière de guerre excepté, peut être, une petite pièce de fer du campagne, appartenant à un passager. Le principal objet des armements du bateau était de le faire servir comme ferry de Schlosser, sur le côté Americain, a Navy Island, sur le coté Anglais.

"On croit généralement que même en temps de guerre une puissance neutre a la faculté de faire la contrebande a ses périls et risques : et l'expression *contrebande de guerre* est extrêmement vague puisque certains traités signalent, comme étant contrebande de guerre, les articles qui ne sont pas considérés comme tels dans d'autres traités. Il semblerait, en matière de guerre ne justifierait pas l'invasion du territoire d'une puissance neutre sous prétexte que les citoyens de cette puissance auraient fait cette contrebande à leurs risques et périls.

"En cette circonstance il n'y avait pas deux pouvoirs en guerre, car tout ceux qui ont pris part au conflit dans l'étendue de la juridiction Britannique, participaient, dans l'opinion du comité, à l'acte qui a été commis par un officier ou un agent du gouvernement anglais et sur un exposé de faits présenté par lui.

Si nous avions été en guerre ouverte avec l'Angleterre et que McLeod eut commis le crime dont il est accusé, ce crime n'aurait pas été couvert par les lois de la guerre et traité comme puissant par les Etats-Unis ; mais comme le crime auquel paraît avoir participé M. McLeod a été commis en pleine paix, c'est tout simplement, du moins en ce qui concerne le prisonnier, une attaque contre la paix et la dignité de l'Etat de New-York et de la juridiction criminelle de cet Etat est complette et exclusive en cette circonstance. Si les crimes commis avaient été des actes de piraterie, aux termes de la loi des nations, alors les cours et tribunaux du gouvernement des Etats-Unis auraient eu juridiction. Mais le crime dont il s'agit ayant été commis en temps de paix et par un sujet ou simple violation des lois locales tombant exclusivement sous la juridiction criminelle des tribunaux de New-York.

"Dans une lettre du 13 décembre 1840, le ministre anglais dit : "Il est notoire que M. McLeod ne se trouvait pas parmi ceux qui ont détruit le steamer "Caroline et que l'accusation pour laquelle il a été "emprisonne ne repose que sur son propre aveu et "de quelques Canadiens sans foi ni loi &c.—Cela peut être ; mais ce serait demander beaucoup que d'exiger d'une une américaine d'abandonner sa juridiction et de livrer un prisonnier accusé d'avoir violé la loi, sur l'affirmation d'un homme quelque grande que peut être son autorité. Sur le point de savoir si M. McLeod est coupable ou non, il n'y a qu'un jury américain qui puisse prononcer.

"Ce différend n'est point d'ailleurs le seul que nous ayons à régler avec la Grande Bretagne. La ligne de nos frontières Nord-Est et Nord-Ouest n'est point encore tracée et cette délimitation ne sera point sans difficultés. Récemment encore cette puissance a capturé quelques uns de nos batimens et s'est arrogé un pouvoir important le droit de visite sous le prétexte de supprimer la traite.—Une telle conduite, qui aurait pour resultat inévitable de détruire notre commerce sur la côte d'Afrique, est inconciliable avec nos droits de puissance maritime. L'Angleterre a encore méconnu nos droits de propriété et refusé toute indemnité sur un sujet qui intéressait directement et au plus haut degré la moitié des Etats de cette confédération; et sa conduite, en égard à la position militaire qu'elle occupe aux Bermudes et à son influence toujours croissante dans les Antilles, est de nature à compromettre notre indépendance."

Le comité termine son rapport en faisant un tableau amis é de la puissance anglaise, de son influence toujours croissante, de ses vues ambitieuses, de sa soif de domination et de la tendance constante de son gouvernement à tout sacrifier à son intérêt.

FANNY ELSSLER est arrivée hier venant de la Havane, par le steamer Natchez.

☞ L'assemblée mensuelle de la Chambre de Commerce aura lieu ce soir à six heures.

L'honorable M. Mouton, de la Louisiane, a présenté au Sénat des Etats-Unis, le 16 février, une pétition de MM. Kohn, Daros & Co. demandant le remboursement de droits payés sur des colories.

ELECTION.

L'élection tenue les 24, 25 et 26 février pour nommer un représentant en remplacement de M. Roselius, a donné le résultat suivant:

	C. M. Commd.	Ed. Yorke.	Total.
1ère Munic.	296	75	809
2de "	291	553	777
3ème "	927	7	534
	1,465	635	2,120

Majorité de M. Conrad 830.

Le vote de la 1ère municipalité est de 810, une voix ayant été donnée à M. P. Tulane.

RAPPORT DU SENAT DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

Seance du 25 février.

M. Davison presente un memoire de M. Harper, relatif à la Compagnie du Chemin a Coulisses de la Nouvelle Orleans et de Nashville. Il demande que ce memoire soit renvoyé au comité de finances, accompagné du bill de la Chambre et de la resolution du Senat relatifs à la même question.

Lecture de ce mémoire est donnée en entier.

M. Downs dit que si cette proposition du Sénateur de Lafayette n'est pas faite plutôt, il y aurait volontiers accédé; mais le moment de la renferme aucun fait nouveau; tout ce qui peut se rattacher à la situation de la compagnie est connue depuis longtemps. La discussion de la resolution et l'examen du bill n'aient pas remplis de la reunion actuelle, il couvient donc de s'en occuper, sans retarder encore. Son but n'est pas d'user de violence, il demande au contraire que justice soit faite, et c'est dans ce but qu'il invite le Sénat a proceder immediatement.

Le Président dit qu'il a le malheur de ne pas etre compris. Peut être n'est-il pas employé le langage propre à rendre ses pensées intelligibles. Comme il semble qu'on ne comprend pas encore dans l'autre Chambre à l'effet de voter au secours de la compagnie, il n'avait attaché que peu d'importance à la resolution du Sénat. Le Président de Orleans et Nashville n'a que faire aux Sénateurs d'une situation critique ou sur trouve la compagnie, et il est certain, rien ne sera plus facile au comité de finances que de faire un rapport prompt. La clôture de la session est fixé au 15 mars, en conséquence un temps suffisant pour s'occuper toutes les pieces qui concernent cette affaire. Il demande que le tout soit refere au comité de finances, dans l'espoir d'obtenir un resultat favorable. Bon but est de faire connaître à ses constituants qu'il a fait tous ses efforts pour que justice leur fut rendue. Il ne fait pas partie d'un grand nombre de citoyens habitant la partie de l'Etat qu'il représente, ont compté sur l'appui de la Législature, ils ont agi avec confiance, en confiendant leurs intérets à une compagnie, et ils seraient étonnés que les hommes qui sont chargés de surveiller l'administration des finances de l'Etat, s'empressent d'examiner toutes les documents qui leur seront soumis, et qu'ils feront immédiatement un rapport. Il demande le renvoi au comité de finances.

M. Hoa croyait n'avoir pas besoin d'intervenir dans la discussion, mais il pense que toutes les fois qu'il s'agit d'intérêts graves, surtout lorsque ces intérêts affectent particulièrement ses constituans, il doit prendre part à la discussion et faire connaître quelles sont les considérations qui le portent à voter soit pour soit contre les propositions. On sait quels efforts a fait en sa faveur de l'établissement de la compagnie, alors que, de concert avec M. Bienvenue, il a considérait comme devant prospérer, et comme étant de nature à procurer de grands avantages à la Nouvelle Orleans. Si l'Etat a souscrit pour cinq cent mille piastres, c'est que les uns et les autres ont cru que ce resultat. On pourrait s'étonner de voir les Législateurs rejeter la resolution, dans l'intérêt de ses constituans, lorsque la Législature de Nouvelle-Orleans, dans l'intérêt de ses constituans, lorsque le Sénateur d'Orleans, crait de voir un refus. On doit s'attendre à ces objections, et il faut observer que tout est changé. Cette entreprise qu'elle a commencé avec faveur n'a eu que des revers à essuyer. Nouvelle Orleans, ne devrait plus aussi se faire aujourd'hui. Au reste, une question ne peut être jugée que lorsque chacun des orateurs possède sur la question, tous les renseignements nécessaires. Le Sénateur de Livingston demande une enquête, pour lui et il ne voit pas pourquoi elle ne pourrait appartenir à tout autre qu'à lui ; la lecture du mémoire de la compagnie, la signature du mémoire propose de prendre à bail pour quinze années, mais c'est une illusion, ce terme n'est pas assez long pour que les actionnaires puissent retirer leurs fonds. Le bill est passé par le Sénat et porté à la Chambre.

Le Sénat adopte à huit clos.

Le Sénat est saisi d'un bill provenant de la Chambre, relatif à la liquidation de certaines banques.

Sur la motion de M. Hoa, le Sénat en ordonne l'impression.

☞ Pour les Séances officielles de la Législature, voyez la 4ème. page.

INTERIEUR.

(Correspondance de l'Abeille)

WASHINGTON, 17 février 1841.

Le "Bal National" donné en l'honneur du Président élu, a eu lieu hier soir avec le plus grand éclat dans l'immense log cabin élevé au milieu de la vaste cour de l'hôtel . La réunion était des plus nombreuses, les femmes les plus distinguées par leur élégance et leur beauté s'y étaient rendues en foule, la musique était excellente et le souper qui a terminé la fête, véritablement merveilleux. Le général Harrison y a paru pendant quelques instans. L'air de satisfaction qui brillait sur son visage, ont causé un vif plaisir à ses amis. Il s'est promené dans le bal pendant quelques instans, échangeant des saluts avec les dames et avec les citoyens réunis pour le fêter. Il s'est retiré de bonne heure, avant le souper, pour se rendre à bord du bateau à vapeur qui devait le transporter à Fredericksburg. Parmi les hommes qui assistaient à cette belle fête, on remarquait le Vice Président actuel, le colonel Johnson, les ministres des Cours étrangères et les principaux membres du prochain cabinet.

La correspondance échangée par MM. Fox et Forsyth a propos des nègres de l'Anistad, cause ici une fort vive sensation. La conduite du gouvernement de la Grande Bretagne a été qualifiée par M. Preston "d'intervention sans exemple" qui ne saurait être en aucune façon accueillie par une administration quelle qu'elle soit; et il a donné en même temps un exemple du respect qu'il professe pour la liberté des gouvernemens en s'opposant à la prise en considération d'une pétition de quelques citoyens de New York qui demande que le Congrès agisse en faveur de certains individus pris les armes à la main durant les troubles du Canada et actuellement déportés à la terre de Van Diemen. Les Etats-Unis n'ont pas en effet à intervenir dans une pareille question; s'ils le faisaient, ils autoriseraient en quelque sorte les envahissemens internationaux que tente l'Angleterre et pourraient se compromettre vis-à-vis des gouvernemens étrangers.

M. Ewing, le nouveau secrétaire de la trésorerie est parti aujourd hui pour New York; on attend avec impatience, la réponse de M. Badger à qui le département de la marine a été offert. Quelques personnes doutent encore de son acceptation.

La Chambre des Représentans s'est occupée aujourd'hui du bill d'appropriation générale.

WASHINGTON, 18 février 1841.

M. Williams, le sénateur bon sens du Maine, s'est acquitté aujourd hui de *l'horrible* tâche de présenter des résolutions de la Législature de cet Etat, qui enjoignent à ses sénateurs de voter en faveur d'une Banque Nationale, du système de distribution, des impots sur le luxe et du reçut du bill de la sous-trésorerie. Il n'a rien dit, mais il est obligé d'obéir à ses constituants ou de donner sa démission. M. Clay du Kentucky a annoncé qu'il appellerait demain sa résolution pour le rejet du bill de la sous-trésorerie La discussion du bill pour l'établissement d'une hui uniforme sur les fai lites a repris aujourd'hui, et M. Benton, en demandant l'application des dispositions du bill a toutes les banques et corporations financières, a déclamé vivement contre ces institutions engéneral et contre la Banque des Etats-Unis en particulier.

La Chambre des Représentants a continué aujourd'hui encore durant presque toute sa séance la discussion sur le bill d'appropriation générale.

Depuis que la formation du cabinet est devenue positive, on s'occupe des missions étrangères. M. Sergeant de la Pennsylvanie serait envoyé comme ministre résident en Angleterre, et M. Menefee du Kentucky obtiendrait la légation du Mexique.

BANQUES DE PHILADELPHIE.

Il résulte de documens officiels que les banques de Philadelphie ont payé du 15 janvier au 8 février 1841 une somme de $11,206,033 en espèces savoir :

Banque des Etats Unis	$ 5,062,231
Pennsylvania Bank,	1,137,161
North America	285,000
Philadelphia	1,141,930
Farmers and Mechanics'	993,000
Girard,	1,056,000
Mechanics'	212,000
Commercial,	130,000
Western,	30,000
Southwark,	75,981
Moyamensing,	300,000
Penn Township,	50,000
Manufac. and Mechanics',	25,000
Northern Liberties,	67,000
Kensington,	9,439
	$11,206,033

La discussion du bill relatif à la réduction des salaires est reprise et n'offre aucun résultat si ce n'est celui de l'adoption d'un bill nouveau qui supprime la place du président des travaux publics, et porte que cette place sera remplie à l'avenir par un ingénieur civil nommé par le Gouverneur avec l'approbat on du Sénat.

RAPPORT

DU SENAT DU 20 FEVRIER.

M. Davidson au nom du sénateur du troisième district, et avec le consentement du sénateur d'Orleans, invite le Sénat à prendre en considération le bill intitulé "Acte pour vendre le navire du Capitaine de Port de la Nouvelle-Orleans, et pour nommer trois capitaines de port, en dans d'autres dispositions."

M. Hoa demande la dispense des règles par la passation du bill. Le bill est passé.

M. Hoa, au nom du comité judiciaire, présente, comme rapport, un bill relatif à la cour de Paroisse de la paroisse Jefferson, et a la cour de Cité de la ville de Lafayette. En vertu de l'acte pour pourvoir au remplacement du juge du troisième district, le bill est de pure procédure et sur la barre.

M. Dupre appelle l'attention du Sénat sur un bill relatif à la police actuelle de la Troisième Municipalité. Ce bill est urgent sur la barre.

M. Hoa prie le Sénat de prendre en considération le bill pour pourvoir à l'art. 412 du Code de Procédure. Ce bill est passé par le Sénat.

Sur motion de M. Davidson, le secrétaire porte à la Chambre des Représentans le bill passé par le Sénat dans le séance de ce jour, ainsi qu'un autre bill particulier, relatif à l'ingénieur civil.

M. Dupre présente des résolutions relatives à la compagnie du chemin a coulisses de l'Atchafalaya, passant un certain nombre d'actionnaires et autres citoyens de la paroisse Saint-Landry.

Le Sénat ordonne le renvoi de ces résolutions à un comité spécial nommé précédemment pour le même objet.

M. Harper obtient la dispense des règles pour la passation d'un bill pour établir un pont et un bac dans la paroisse de Mad son.

Le message écrit du Gouverneur est apporté par son secrétaire privé.

M. Scott de Baton-Rouge présente un bill relatif à la cour de paroisse de Baton-Rouge, et une résolution relative au chemin a coulisses de Clinton et de Port Hudson.

M. Scott de Feliciana a invite le Sénat à prendre en consideration un bill provenant de la Chambre, pour accorder une compensation à la personne y mentionnée. Il s'agit d'un mémoire d'un des sauveteurs des enfans enlevés par le district de la cour d'appel, dans une affaire criminelle. La somme allouée est de cent piastres.

M. Hyman trouve la somme beaucoup trop élevée, selon lui des piastres seraient une indemnité suffisante.

M. Davidson partage l'opinion du sénateur d'Iberville, quant à la somme allouée par le bill, mais il croit que la somme de dix piastres est trop minime; il propose de l'élever à vingt cinq piastres.

M. Bogy propose d'augmenter que la somme de cent piastres est trop élevée, il desirerait la voir reduite à cinquante.

M. Hoa exprime une semblable opinion.

M. Scott de Feliciana donne aux Sénateurs quelques renseignemens qu'il tient du représentant de la paroisse ou se sont passés les faits. Un homme avait été assassiné et l'assassinat n'avait eu lieu sans qu'on y fut forcé. Une contestation s'était élevée entre deux hommes qui se disputaient la propriété d'un cheval. Ils convinrent de s'en rapporter à la décision d'un tiers. Le cheval fut donné à celui qui avait reçu et qui avait accepté la proposition. Deux jours après s'étaient écoulés depuis la mort de l'homme, lorsque l'on trouva cachée dans un bois de mais examiner le corps de la victime par un homme de l'art, dans le but d'obtenir de nouvelles preuves à l'appui de l'accusation dirigée contre le propriétaire du cheval. Il vint se trouva dans un état complet de putréfaction, et les chairs n'étaient plus qu'une espèce de pâte. Les autorités locales ne pouvaient donc faire autre chose que de faire enterrer le corps. Le médecin pour lequel on demande une compensation agissait d'après les instructions d'un officier de l'Etat, se vit dans l'obligation de procéder à l'examen le plus minutieux et de fouiller, en quelque sorte, dans toutes les parties de cette matière fétide et dégoutgante.

M. Dupre fait observer au Sénat qu'il ne s'agit pas dans cette circonstance d'un travail purement matériel; c'est un homme de science qu'il est du devoir de l'Etat de rémunérer convenablement. Par exemple, l'Etat paie un dollar pour dollar, comme le devrait le sénateur d'Orleans. Il croit devoir déclarer qu'il n'est aucunement opposé aux propositions de M. Scott. Bien loin de là, ses principes et ses sentimens le font un devoir de donner à M. Bogy toute son affection. Au reste l'objet de la resolution n'est certainement pas de marchander la compagnie, ceux qui doivent agir en vertu de la resolution sont trop soucieux de ménager ses intérets, autant que les circonstances le permettront. Quant à l'intervention du sénateur de Livingston, rentrer à la conduite qu'il doit tenir à l'égard des autres compagnies, si l'on adopte des mesures rigoureuses envers celle dont il s'occupe, il ne sera certainement et pourrait que son cortège ne fit allusion à la compagnie de chemin à coulisses de la rivière Rouge. Eh bien, il n'hésite pas à le dire, quoique ce chemin ait été construit dans la même situation que celui de Nashville, il se conduirait exactement de la même manière, et d'ailleurs il est toujours prêt à se soumettre à la décision du Sénat.

La resolution est mise aux voix et passe par 9 voix contre 2.

La discussion du bill relatif à la réduction des salaires est reprise et n'offre aucun résultat si ce n'est celui de l'adoption d'un bill nouveau qui supprime la place du président des travaux publics, et porte que cette place sera remplie à l'avenir par un ingénieur civil nommé par le Gouverneur avec l'approbat on du Sénat.

RAPPORT

DU SENAT DU 26 FEVRIER.

M. Davidson au nom du sénateur du troisième district, et avec le consentement du sénateur d'Orleans, invite le Sénat à prendre en considération le bill intitulé "Acte pour vendre le navire du Capitaine de Port de la Nouvelle-Orleans, et pour nommer trois capitaines de port, en dans d'autres dispositions."

M. Hoa demande la dispense des règles par la passation du bill. Le bill est passé.

M. Hoa, au nom du comité judiciaire, présente, comme rapport, un bill relatif à la cour de Paroisse de la paroisse Jefferson, et a la cour de Cité de la ville de Lafayette. En vertu de l'acte pour pourvoir au remplacement du juge du troisième district, le bill est de pure procédure et sur la barre.

M. Dupre appelle l'attention du Sénat sur un bill relatif à la police actuelle de la Troisième Municipalité. Ce bill est urgent sur la barre.

M. Hoa prie le Sénat de prendre en considération le bill pour pourvoir à l'art. 412 du Code de Procédure. Ce bill est passé par le Sénat.

Sur motion de M. Davidson, le secrétaire porte à la Chambre des Représentans le bill passé par le Sénat dans la séance de ce jour, ainsi qu'un autre bill particulier, relatif à l'ingénieur civil.

M. Dupre présente des résolutions relatives à la compagnie du chemin a coulisses de l'Atchafalaya, passant un certain nombre d'actionnaires et autres citoyens de la paroisse Saint-Landry.

Le Sénat ordonne le renvoi de ces résolutions à un comité spécial nommé précédemment pour le même objet.

M. Harper obtient la dispense des règles pour la passation d'un bill pour établir un pont et un bac dans la paroisse de Mad son.

Le message écrit du Gouverneur est apporté par son secrétaire privé.

M. Scott de Baton-Rouge présente un bill relatif à la cour de paroisse de Baton-Rouge, et une résolution relative au chemin a coulisses de Clinton et de Port Hudson.

M. Scott de Feliciana a invite le Sénat à prendre en consideration un bill provenant de la Chambre, pour accorder une compensation à la personne y mentionnée. Il s'agit d'un mémoire d'un des sauveteurs des enfans enlevés par le district de la cour d'appel, dans une affaire criminelle. La somme allouée est de cent piastres.

M. Hyman trouve la somme beaucoup trop élevée, selon lui des piastres seraient une indemnité suffisante.

M. Davidson partage l'opinion du sénateur d'Iberville, quant à la somme allouée par le bill, mais il croit que la somme de dix piastres est trop minime; il propose de l'élever à vingt cinq piastres.

M. Bogy propose d'augmenter que la somme de cent piastres est trop élevée, il desirerait la voir reduite à cinquante.

M. Hoa exprime une semblable opinion.

M. Scott de Feliciana donne aux Sénateurs quelques renseignemens qu'il tient du représentant de la paroisse ou se sont passés les faits. Un homme avait été assassiné et l'assassinat n'avait eu lieu sans qu'on y fut forcé. Une contestation s'était élevée entre deux hommes qui se disputaient la propriété d'un cheval. Ils convinrent de s'en rapporter à la décision d'un tiers. Le cheval fut donné à celui qui avait reçu et qui avait accepté la proposition. Deux jours après s'étaient écoulés depuis la mort de l'homme, lorsque l'on trouva cachée dans un bois de mais examiner le corps de la victime par un homme de l'art, dans le but d'obtenir de nouvelles preuves à l'appui de l'accusation dirigée contre le propriétaire du cheval. Il vint se trouva dans un état complet de putréfaction, et les chairs n'étaient plus qu'une espèce de pâte. Les autorités locales ne pouvaient donc faire autre chose que de faire enterrer le corps. Le médecin pour lequel on demande une compensation agissait d'après les instructions d'un officier de l'Etat, se vit dans l'obligation de procéder à l'examen le plus minutieux et de fouiller, en quelque sorte, dans toutes les parties de cette matière fétide et dégoutgante.

M. Dupre fait observer au Sénat qu'il ne s'agit pas dans cette circonstance d'un travail purement matériel; c'est un homme de science qu'il est du devoir de l'Etat de rémunérer convenablement. Par exemple, l'Etat paie un dollar pour dollar, comme le devrait le sénateur d'Orleans. Il croit devoir déclarer qu'il n'est aucunement opposé aux propositions de M. Scott. Bien loin de là, ses principes et ses sentimens le font un devoir de donner à M. Bogy toute son affection. Au reste l'objet de la resolution n'est certainement pas de marchander la compagnie, ceux qui doivent agir en vertu de la resolution sont trop soucieux de ménager ses intérets, autant que les circonstances le permettront. Quant à l'intervention du sénateur de Livingston, rentrer à la conduite qu'il doit tenir à l'égard des autres compagnies, si l'on adopte des mesures rigoureuses envers celle dont il s'occupe, il ne sera certainement et pourrait que son cortège ne fit allusion à la compagnie de chemin a coulisses de la rivière Rouge. Eh bien, il n'hésite pas à le dire, quoique ce chemin ait été construit dans la même situation que celui de Nashville, il se conduirait exactement de la même manière, et d'ailleurs il est toujours prêt à se soumettre à la décision du Sénat.

La resolution est mise aux voix et passe par 9 voix contre 2.

La discussion du bill relatif à la réduction des salaires est reprise et n'offre aucun résultat si ce n'est celui de l'adoption d'un bill nouveau qui supprime la place du président des travaux publics, et porte que cette place sera remplie à l'avenir par un ingénieur civil nommé par le Gouverneur avec l'approbat on du Sénat.

M. Hiriart objecte à la passation immédiate du bill. Ce bill ne mentionne que cette partie des Hauteurs qui se trouve sur la rive droite du Bayou. Sur la rive gauche, les limites de l'argent public ont été fixées en 1816, et la jurisprudence du district accessoriat fut déterminée. Ce n'est pas tout. Il possède relativement à cette question des documens précieux eux qui doivent servir de référés à un cas de. Au reste, une paroisse ne peut changer ses limites, sans se conformer à la loi de l'Etat. C'est ce qu'on a négligé de faire dans le cas présent. Il faut l'intervention des Législateurs pour une paroisse, et la paroisse d'Iberville n'en a pas eu pour plus de quinze années. On voulait de cette manière agrandir la paroisse de l'Ascension; on le voulait à ce point qu'on essaya de s'emparer d'une portion de St. Jacques, d'Iberville, de St. Jean Baptiste et même de la Pointe-Coupée. Il a reçu de juge Dutton plusieurs lettres dans lesquelles ce magistrat, qui est un arpenteur distingué, entre dans une foule de détails qui tendent à prouver ce fait qu'il avance. Le lieu de 1804 exige que notice soit publiée dans la paroisse voisine, et c'est une formalité qui n'a jamais été remplie. Il faut absolument que le bill d'aujourd'hui soit renvoyé pour examiner et décider la question d'une manière satisfaisante pour tous, autrement elle peut occasionner des difficultés qu'on ne le croirait point à la fameuse dispute des limites du Maine.

M. Adams dit que la ligne mentionnée dans le bill n'a rien de commun avec l'empiètement de territoire dont se plaint le Sénateur d'Iberville. Il ne s'agit par de la ligne de division entre l'Ascension et Iberville, mais bien de la ligne de division entre l'Ascension et l'Assomption. Les formalités requises par la loi de 1816 ont été remplies. Son prise. Ce qu'il veut, c'est la justice, et il ne veut rien que de juste. Si le Sénateur d'Iberville parvient à prouver que ses limites sont fondées, alors il tiendra compte de sa réclamation. Un bill a été passé par la Législature, dans la section française duquel le mot *township* se trouve employé au lieu de mots *rangée* ; voilà l'erreur qu'il s'agit de corriger, et rien de plus. Certainement cette erreur ne peut avoir lieu dans la paroisse d'Iberville : car encore une fois il est question de la ligne de division entre l'Ascension et l'Assomption et non pas entre l'Ascension et Iberville. On peut nommer un comité, les faits resteront les mêmes.

Le Président nomme membres du comité MM. Walker, Sparrow et Destrehan.

MM. Armant et Hiriart avaient déclaré toute nomination comme juges membres de ce comité.

M. Walker, après avoir adressé au Sénat quelques observations relatives à la paroisse des Rapides et au vœu de ses habitans, appelle l'attention du Sénat sur un bill relatif aux chemins et les fixe dans la paroisse des Rapides.

Le bill est passé par le Sénat et porté à la Chambre.

Le Sénat adopte à huit clos.

Lecture est faite d'un bill provenant de la Chambre, relatif à la liquidation de certaines banques.

Sur la motion de M. Hoa, le Sénat en ordonne l'impression.

☞ Pour les Séances officielles de la Législature, voyez la 4ème. page.

INTERIEUR.

(Correspondance de l'Abeille)

WASHINGTON, 17 février 1841.

Le "Bal National" donné en l'honneur du Président élu, a eu lieu hier soir avec le plus grand éclat dans l'immense log cabin élevé au milieu de la vaste cour de l'hôtel . La réunion était des plus nombreuses, les femmes les plus distinguées par leur élégance et leur beauté s'y étaient rendues en foule, la musique était excellente et le souper qui a terminé la fête, véritablement merveilleux. Le général Harrison y a paru pendant quelques instans. L'air de satisfaction qui brillait sur son visage, ont causé un vif plaisir à ses amis. Il s'est promené dans le bal pendant quelques instans, échangeant des saluts avec les dames et avec les citoyens réunis pour le fêter. Il s'est retiré de bonne heure, avant le souper, pour se rendre à bord du bateau à vapeur qui devait le transporter à Fredericksburg. Parmi les hommes qui assistaient à cette belle fête, on remarquait le Vice Président actuel, le colonel Johnson, les ministres des Cours étrangères et les principaux membres du prochain cabinet.

La correspondance échangée par MM. Fox et Forsyth a propos des nègres de l'Anistad, cause ici une fort vive sensation. La conduite du gouvernement de la Grande Bretagne a été qualifiée par M. Preston "d'intervention sans exemple" qui ne saurait être en aucune façon accueillie par une administration quelle qu'elle soit; et il a donné en même temps un exemple du respect qu'il professe pour la liberté des gouvernemens en s'opposant à la prise en considération d'une pétition de quelques citoyens de New York qui demande que le Congrès agisse en faveur de certains individus pris les armes à la main durant les troubles du Canada et actuellement déportés à la terre de Van Diemen. Les Etats-Unis n'ont pas en effet à intervenir dans une pareille question; s'ils le faisaient, ils autoriseraient en quelque sorte les envahissemens internationaux que tente l'Angleterre et pourraient se compromettre vis-à-vis des gouvernemens étrangers.

M. Ewing, le nouveau secrétaire de la trésorerie est parti aujourd hui pour New York; on attend avec impatience, la réponse de M. Badger à qui le département de la marine a été offert. Quelques personnes doutent encore de son acceptation.

La Chambre des Représentans s'est occupée aujourd'hui du bill d'appropriation générale.

WASHINGTON, 18 février 1841.

M. Williams, le sénateur bon sens du Maine, s'est acquitté aujourd hui de *l'horrible* tâche de présenter des résolutions de la Législature de cet Etat, qui enjoignent à ses sénateurs de voter en faveur d'une Banque Nationale, du système de distribution, des impots sur le luxe et du reçut du bill de la sous-trésorerie. Il n'a rien dit, mais il est obligé d'obéir à ses constituants ou de donner sa démission. M. Clay du Kentucky a annoncé qu'il appellerait demain sa résolution pour le rejet du bill de la sous-trésorerie La discussion du bill pour l'établissement d'une hui uniforme sur les fai lites a repris aujourd'hui, et M. Benton, en demandant l'application des dispositions du bill a toutes les banques et corporations financières, a déclamé vivement contre ces institutions engéneral et contre la Banque des Etats-Unis en particulier.

La Chambre des Représentants a continué aujourd'hui encore durant presque toute sa séance la discussion sur le bill d'appropriation générale.

Depuis que la formation du cabinet est devenue positive, on s'occupe des missions étrangères. M. Sergeant de la Pennsylvanie serait envoyé comme ministre résident en Angleterre, et M. Menefee du Kentucky obtiendrait la légation du Mexique.

BANQUES DE PHILADELPHIE.

Il résulte de documens officiels que les banques de Philadelphie ont payé du 15 janvier au 8 février 1841 une somme de $11,206,033 en espèces savoir :

Banque des Etats Unis	$ 5,062,231
Pennsylvania Bank,	1,137,161
North America	285,000
Philadelphia	1,141,930
Farmers and Mechanics'	993,000
Girard,	1,056,000
Mechanics'	212,000
Commercial,	130,000
Western,	30,000
Southwark,	75,981
Moyamensing,	300,000
Penn Township,	50,000
Manufac. and Mechanics',	25,000
Northern Liberties,	67,000
Kensington,	9,439
	$11,206,033

LES DIXIES ELECTRIQUES.—Une pétition présentée à la Législature de New-York, demande que la Constitution de cet Etat soit amendée de manière à autoriser les dames à voter. Est-ce que les doctrines de l'émancipation de la femme seraient en faveur de ce côté de l'océan ?

L'Evening Signal de New-York prétend que M. Webster n'a pas accepté le poste de secrétaire d'Etat, mais ce bruit est sans aucun fondement.

M. P. S. PARKER, consul américain à Bombay, est mort en octobre dernier, à bord d'un navire qui le ramenait à Zanzibar, d'où il devait revenir dans son pays.

DESTRUCTION DES CHUTES DU NIAGARA.

Un extrà de l'*Advertiser* de Buffalo annonce avec emphase que les chûtes du Niagara sont détruites; voici le commencement du récit de cette curieuse *nouvelle*, qui n'est autre chose sans doute qu'un monstrueux canard, assez semblable aux découvertes dans la lune dont le monde s'est ému si vivement il y a quelques années: "Nous nous hâtons d'annoncer à nos lecteurs et au monde l'un des événements les plus sublimes et les plus étonnante qui puissent être enregistrés dans les annales du Merveilleux. Les chûtes du Niagara, ce prodigieux phénomène de la nature, cette réunion de la grandeur, de la puissance et de la beauté, ce thème éternel d'inspiration pour le poète et le voyageur,—les chûtes du Niagara n'existent plus. A la vive émotion, à l'intérêt de terreur qui s'attachent à ce grand événement, viennent se mêler les regrets profonds de voir la terre dépouillée de sa plus grande gloire et notre pays d'une merveille sans rivale."

A la suite de ce beau début vient un récit où les détails les plus étranger ne manquent pas : on y voit les eaux bouillonnantes ébranlant les rochers sécurlaires et les roc ers croulant dans les abimes; c'est quelque chose qui ressemblerait assez volontiers à la fin du monde en miniature.

La plupart des journaux de New York qui reproduisent cette histoire toute entière, s'en amusent ou la discutent sérieusement ; l'un d'eux prétend qu'elle n'est rien autre chose que le symbole de la chûte récente de la Banque des Etats-Unis.

JOHN BELL.—Nous apprenons avec plaisir que l'honorable M. John Bell a accepté le département de la guerre. Durant ces douze derniers années, il a représenté dignement son Etat natal, le Tennessee; il a su acquérir l'estime de toute la nation. L'opposition ferme, virile, et si souvent heureuse qu'il a faite à l'administration Van-Burenisite, entravé comme il l'était par l'immense influence personnelle sur le peuple de cet Etat. Né et élevé dans le district qu'il représente, il a su conserver la confiance et l'affection de ses constituants même dans les conjonctures les plus difficiles. Dans sa nouvelle carrière de secrétaire de la guerre, nous espérons qu'il aura autant de succès et que bientôt il aura mis un terme fin aux inquiétudes que les Indiens causent dans le Sud. Sa position géographique dans l'Union, sa connaissance intime des tribus sauvages et sa longue expérience comme président du comité chargé des affaires indiennes sont à nos yeux certaine de la prompte pacification de la Floride; et si jamais nous étions entraînés dans une lutte contre la Grande-Bretagne, ce qui n'arrivera pas, nous l'espérons, on pourrait sans crainte s'en fier à la puissance intellectuelle et à l'énergie morale de M. Bell pour nous guider dans cette lutte. (*Philad. Inquirer and Daily Courier.*)

EXTERIEUR.

AMERIQUE MERIDIONALE.

BOLIVIE.—La révolution qu'on s'attend de jour en jour à voir éclater en faveur de l'ex-président Santa Cruz, n'a pas encore eu lieu. Un rapport du Secrétaire d'Etat au Congrès de la République représente le pays comme parfaitement tranquille en ce moment; mais en même temps il annonce que des élémens de perturbation se préparent sourdement.

CHILI.—Le rapport annuel du secrétaire de la Trésorerie établit que les revenus de la République durant l'année dernière ont suffi pour faire face à toutes les dépenses, sans avoir recours à de nouveaux impôts. Le pays est tranquille et prospère. L'intérêt de la dette étrangère est payé avec une grande exactitude.

☞ On nous prie de rappeler aux amateurs de beaux meubles que c'est aujourd'hui, à 10 heures du matin, que doit commencer la vente à l'encan du fonds de magasin de M. Wm. Hanneman rue de Chartres No. 84.

DÉCÉDÉ samedi 27 courant, à Chartres, A. M. ANN CLARIA, fille cadette de Varanne et Rosillette Sheldon, âgée de quatre mois et demi.

☞ La gazette des Opelousas est priée d'insérer le décès ci-dessus. 1 mars.

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Navire Shakespeare, Barker